

Zeitschrift: Bulletin des lois, décrets et ordonnances du canton de Berne
Herausgeber: Chancellerie d'État du canton de Berne
Band: 38 (1899)

Rubrik: Juin 1899

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Règlement

30 juin
1899.

concernant

les attributions des fonctionnaires chargés de l'administration de la justice dans le district de Berne.

La Cour suprême du canton de Berne,

Vu l'art. 6 du décret du 18 mai 1899 ;

Vu le préavis des fonctionnaires de l'ordre judiciaire du district de Berne,

arrête :

Article premier. Les attributions du *I^{er} président du tribunal* sont les suivantes :

- a. il préside le tribunal de district dans les causes civiles ;
- b. il procède aux instructions dans les affaires d'interdiction et de mainlevée d'interdiction ;
- c. il statue sur toutes les demandes d'admission au droit des pauvres, à l'exception de celles qui ont trait à des litiges de la compétence du juge de paix ou du président du tribunal.

Art. 2. Les attributions du *II^e président du tribunal* sont les suivantes :

- 30 juin a. il préside le tribunal de district dans les causes pénales ;
1899. b. il traite toutes les affaires de poursuite, de faillite et de concordat et juge tous les litiges que la loi concernant l'introduction de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite défère au président du tribunal ;
c. il exécute les commissions rogatoires en matière civile.

Art. 3. Les attributions du *III^e président du tribunal* sont les suivantes :

- a. il procède à l'instruction des affaires traitées en la forme ordinaire (instruction principale et administration des preuves, jusques et y compris la clôture de la procédure) ;
- b. il connaît des affaires litigieuses qui sont de la compétence du président du tribunal ou du juge de paix, pour autant qu'elles ne rentrent pas dans la catégorie prévue à l'art. 2, litt. b. ;
- c. il procède aux tentatives de conciliation ;
- d. il traite toutes les affaires litigieuses et non litigieuses que la loi défère au président du tribunal ou au juge, et qui ne sont pas expressément réservées aux art. 1^{er}, 2, 4 et 5.

Art. 4. Le *juge de police* remplit les fonctions que l'art. 7 de la loi sur la mise en vigueur du code pénal du canton de Berne attribue au président du tribunal comme juge au correctionnel ou comme juge de police.

Art. 5. Les attributions des *juges d'instruction* sont les suivantes :

- a. ils font les enquêtes dans les causes criminelles, y compris celles qui concernent les délits politiques et les délits de presse, ainsi que dans les affaires correctionnelles dont connaît le tribunal de district à teneur de l'art. 6 de la loi sur la mise en vigueur du code pénal;
- b. ils instruisent les causes pénales au sujet desquelles il y a doute, au début, sur la question de savoir si elles sont de la compétence du tribunal de district ou du juge seul;
- c. ils exécutent toutes les commissions rogatoires en matière pénale.

Le règlement de la Chambre d'accusation du canton de Berne, du 6 octobre 1894, qui reste en vigueur, fait règle quant à la répartition des affaires entre les deux juges d'instruction.

Art. 6. Les fonctionnaires désignés aux art. 1^{er} à 5 se suppléent l'un l'autre dans le cas d'empêchement, et en première ligne de la manière suivante:

Le I^{er} président du tribunal est remplacé par le II^e président du tribunal.

Le II^e président du tribunal est remplacé:

- a. pour la présidence du tribunal de district dans les affaires pénales, par le I^{er} président du tribunal;
- b. dans toutes ses autres attributions, par le III^e président du tribunal.

Le III^e président du tribunal est remplacé par le I^{er} président du tribunal.

Le juge de police est remplacé par le II^e juge d'instruction.

30 juin Les juges d'instruction se suppléent réciproquement.
1899. Le président de la Cour suprême pourvoit à toutes
autres suppléances nécessaires.

Berne, le 30 juin 1899.

Au nom de la Cour suprême :

Le Président,
LEUENBERGER.

Le Greffier,
RÜEGG.
